

N° 3911

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 1993 - 1994

## PROJET DE REVISION

de l'article 67 de la Constitution

\* \* \*

(Dépôt M. Georges Margue, Président de la Commission des Institutions  
et de la Révision constitutionnelle: le 24.3.1994)

\*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Texte du projet de révision .....	1
2) Exposé des motifs .....	1

\*

## TEXTE DU PROJET DE REVISION

L'article 67 de la Constitution se lira comme suit:

*„Art. 67.– La Chambre reçoit les pétitions qui lui sont adressées dans la forme prescrite par le règlement de la Chambre.*

Les membres du Gouvernement donneront des explications sur leur contenu, chaque fois que la Chambre le demandera.“

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

A l'exception du dernier paragraphe, l'article relatif à la présentation d'une pétition à la Chambre des Députés se trouve dans les Constitutions luxembourgeoises successives depuis 1848. Il convient de lire cet article ensemble avec la disposition de l'article 27 accordant à chaque citoyen le droit d'adresser des pétitions aux autorités.

Le droit de pétition est devenu aujourd'hui beaucoup moins important qu'il ne le fut au début du siècle. En effet, personne ne pense plus aujourd'hui avoir besoin du droit de pétition garanti par la Constitution pour s'adresser aux autorités publiques. En outre, les médias, bénéficiant de la liberté constitutionnelle de la presse, ont, dans une large mesure, remplacé l'importante fonction que remplissait jadis le droit de pétition.

Malgré cette constatation, le droit de pétition reste important comme un moyen formel pour les citoyens de porter une information ou une revendication à la connaissance de la Chambre des Députés tout entière. C'est à cette dernière qu'il convient de laisser dès lors le soin de régler la forme dans laquelle elle souhaite recevoir et traiter ces pétitions. C'est ce que fait le Règlement de la Chambre des Députés actuellement en vigueur dans ses articles 146 et 147.

Par conséquent, une réglementation détaillée de l'exercice du droit de pétition par la Constitution ne semble plus nécessaire. Il en est ainsi notamment de l'interdiction qui figure à la Constitution qu'on ne peut présenter en personne des pétitions à la Chambre, disposition par laquelle il faut comprendre qu'on ne peut remettre personnellement une pétition en séance plénière à la Chambre. Rien n'empêche

cependant le Président du parlement, ou une délégation de la Chambre, de recevoir les pétitionnaires, ce qui se fait d'ailleurs régulièrement. Ici encore, il appartient au parlement de décider souverainement, par son règlement intérieur, de la façon de procéder.

Il en est de même de la suite à donner à une pétition. Une réglementation spéciale n'est pas nécessairement requise alors que les moyens parlementaires habituels sont suffisants pour donner une suite aux pétitions que la Chambre, ou certains de ses députés, souhaitent débattre ou soumettre au Gouvernement. La question parlementaire, la motion, l'interpellation sont autant de moyens efficaces en démocratie parlementaire à la disposition des députés.

A la lumière de ce qui précède, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle souhaite garder dans la Constitution cette ancienne prérogative pour le citoyen d'adresser des pétitions à la représentation nationale. Elle pense cependant qu'il appartient au parlement, dans son règlement, d'adopter les règles et limites régissant l'exercice de ce droit.

*Le Président de la Commission,*  
Georges MARGUE